

La ville que nous voulons : une ville riche de sa diversité

Montréal, 6 juin 2009

Ce café-géo a été présenté dans le cadre du [Cinquième sommet citoyen de Montréal](http://www.5sc.ecologieurbaine.net/node/131), qui s'est déroulé 5 au 7 juin, 2009 (<http://www.5sc.ecologieurbaine.net/node/131>).

Invités :

- ▶ Aïda Kamar, co-fondatrice et présidente de [Vision Diversité](#)
- ▶ Aline Citegetse, co-fondatrice et directrice générale de Jeunes d'avenir, Montréal-Nord

Bonjour, mon nom est Édith Mukakayumba. Jules Lamarre et moi sommes de [La Maison de la géographie de Montréal](#) qui organise des Cafés géographiques dans cette ville.

Dans le cadre du [Cinquième sommet citoyen de Montréal](#), en partenariat avec [Vision Diversité](#) et [Yes we can Canada](#), nous avons le plaisir d'accueillir Madame Aïda Kamar, présidente de Vision Diversité, ainsi que Madame Aline Citegetse, directrice générale de Centre Jeune d'avenir, dont le siège social et le centre d'activités se trouvent à Montréal-Nord. Ensemble nous débattons du thème « La ville que nous voulons : une ville riche de sa diversité ».

En milieu universitaire, l'enseignement et la recherche sont strictement encadrés et déterminés par des programmes disciplinaires ainsi que par des axes de recherche que privilégient des organismes subventionnaires. En conséquence, la majeure partie du paysage à l'intérieur duquel évolue la recherche en géographie demeure en friche. Or les cafés géographiques permettent de faire des incursions librement dans tous les recoins du paysage en question pour débattre de sujets parfois épineux et dégager éventuellement de nouveaux objets et champs de recherches qui pourraient s'avérer prometteurs. Non seulement ces derniers peuvent promouvoir l'avancement de la géographie comme discipline de la connaissance, mais aussi, et, surtout, ils contribuent à l'intégration des citoyens comme co-chercheurs dans des projets menés selon la démarche participative.

Cela fait un peu plus d'une quinzaine d'années que je connais Aïda Kamar. Nous nous sommes rencontrées durant la période des débats tenus en amont des fusions municipales alors que j'étais membre du comité consultatif sur les relations interethniques et interraciales de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal (CCRII-CUM). Dans la foulée des fusions municipales, Aïda avait fondé le Forum multicommunautaire, une sorte de forum de citoyens de diverses origines, dont j'ai eu le privilège d'être l'une des membres. Déjà, à cette époque, Aïda présentait la diversité montréalaise comme une richesse méconnue et, par voie de conséquence, sous-exploitée. Aujourd'hui, Aïda considère cette diversité comme une essence à laquelle contribuent les Québécois de toutes origines – y compris ceux qui se disent ou que l'on appelle « de souche » –, une structure sur laquelle miser pour favoriser le développement culturel et socioéconomique de la métropole québécoise. Aïda propose de dépasser les questions de discrimination et d'intégration afin d'entrevoir les Québécois de toutes origines comme une véritable ressource naturelle.

Quant à Aline Citegetse, cela fait à peine quelques mois que Jules et moi-même avons fait sa connaissance. Co-fondatrice et directrice générale de l'organisme Centre Jeune d'avenir, à

Montréal-Nord, son engagement social s'enracine dans une histoire personnelle tragique qu'elle a su transformer en une force sur laquelle s'appuyer. Son Centre s'occupe d'un groupe de jeunes parmi les plus défavorisés de notre société, ceux de Montréal-Nord. À l'âge de 9 ans, Aline a dû se battre, avec sa famille, pour survivre aux massacres qui ont rendu son pays d'origine, le Burundi, aussi tristement célèbre que le Rwanda, le pays voisin et frère, en 1994. Dans leurs cachettes, en attente de ceux qui devaient venir les exécuter d'une journée à l'autre, Aline et les siens buvaient de l'alcool du matin au soir pour se saouler et être inconscients à l'arrivée des tueurs. Ayant pu échapper miraculeusement à la mort, elle deviendrait une dure de dure, capable de rendre la vie impossible à n'importe qui. Arrivée à Montréal, à l'âge de 20 ans, elle s'est assagie, grâce à une foi chrétienne découverte entre-temps. Sensible à la condition des jeunes défavorisés de Montréal-Nord, dont elle sait apprécier la beauté intérieure, et plus spécialement des membres de gangs de rue, elle a puisé dans son expérience de vie pour les aider à surmonter leurs difficultés et à devenir des atouts pour leur milieu. Pour leur part, les jeunes de Montréal-Nord l'entrevoyent comme un modèle inspirant. Le Centre Jeunes d'avenir que dirige Aline Citegetse à Montréal-Nord a pour mission d'aider les jeunes à prendre consciences des capacités dont ils disposent pour aborder l'avenir avec confiance.

Synthèse de la présentation de Madame Aïda Kamar

Aïda Kamar vit à Montréal depuis une vingtaine d'années. Elle a fait le choix du Québec après avoir vécu pendant 15 ans la tragédie de la guerre du Liban... C'est dire que ce bien difficile choix d'un changement de vie est un vécu qu'elle connaît fort bien tout comme elle a partagé les divers vécus de ces communautés culturelles qui, depuis des générations se trouvent à Montréal! Selon Aïda, les deux notions de communauté culturelle et d'immigrant posent problème parce qu'elles placent des gens, parfois pendant des générations, derrière une vitrine, c'est-à-dire là où on peut les trouver charmants, dans leurs « pots », mais toujours en tant que Libanais, Africains, Vietnamiens, etc. Dans leurs « pots », ces gens ne sont jamais considérés comme des citoyens à part entière. À cause de ces identités qu'on leur confère et dans lesquelles ils se réfugient bien souvent, ils ne peuvent pas contribuer pleinement à l'avancement de leur société qui de toute façon ne reconnaît pas leur contribution à leur juste valeur. « Mais comment peut-on persister à être immigrant dans un pays après plus de 10 ans? » (Aïda Kamar).

Aïda Kamar fait appel à la notion de diversité parce qu'elle embrasse les Montréalais de toutes origines, y compris québécoise. La diversité, ce sont tous les gens qui souhaitent vivre ensemble, qui aspirent à se faire une place à la mesure de leurs talents dans la société d'ici, et cela grâce à une langue commune qui cimente l'ensemble, le français. Entrevue de cette façon, la diversité montréalaise devient un capital unique sur lequel miser à fond pour le développement à venir de la métropole québécoise.

Aïda Kamar ne rejette pas pour autant la notion de communauté culturelle lorsqu'elle sert à désigner une culture qui lie un ensemble de personnes possédant des attributs communs qu'ils souhaitent conserver et desquels puiser un enrichissement de la société. Parce que mieux l'on sait d'où l'on vient, plus l'on profite de l'assurance qu'il faut pour passer à la découverte des autres. Toutefois, parler de communautés culturelles à tort et à travers induit un cloisonnement qui place toujours les nouveaux venus devant une pente à remonter. Fondamentalement, un processus de

compartimentation est même à l'œuvre qui est inscrit jusque dans les structures de nos institutions formelles. Il faudrait défaire ce processus.

Prenons le cas d'artistes montréalais à la recherche d'un soutien financier pour réaliser des projets. Dès qu'ils frappent à la porte d'un organisme subventionnaire, ils font l'objet d'un triage en fonction du pays d'origine. Ainsi, à la Ville de Montréal, il existe une Direction de la culture et une Direction des festivals et des grands événements, et c'est sans compter une Direction de la diversité sociale. Lorsqu'un Montréalais d'une autre origine que celle de « souche » se présente à la Ville avec son projet artistique, on l'envoie de la Direction de la culture à la diversité artistique, tout comme le ministère de la Culture du Québec l'envoie au ministère de l'Immigration. Pourquoi opère-t-on de telles distinctions entre des personnes animées par le désir de réaliser des projets artistiques capables de contribuer au développement culturel et économique de Montréal? Pourquoi trier de bons projets artistiques en fonction de l'origine de l'artiste qui veut les réaliser?

Que dire également de tous ces diplômés d'ailleurs dont on ne reconnaît pas les qualifications, et de tous ces diplômes obtenus ici par des gens venus d'ailleurs auxquels ils ne permettent pas de se trouver du travail? De toute évidence, le problème n'en est pas un de reconnaissance de diplômes, sinon on reconnaîtrait la valeur des diplômes d'ici qui sont décernés à des gens venus d'ailleurs. Plus fondamentalement, on serait souvent incapable de reconnaître la valeur des gens venus d'ailleurs qui ne demandent qu'à être mis à contribution pour assurer le développement de la collectivité montréalaise et québécoise que nous composons ensemble. Il faudrait corriger tout cela et éviter surtout tout ce gaspillage de compétences dont le Québec a tant besoin!

Le travail à faire

Pour que les diplômes des uns et des autres aient la même valeur, il faut faire connaître ces atouts dont disposent les Québécois de toutes origines. Les gens d'affaires doivent être amenés à saisir ce que vaut le regard différent d'une personne venue d'ailleurs que l'on intègre dans une équipe de travail. La différence crée une plus-value en sus de celle que peut procurer le diplôme lui-même. Les entrepreneurs s'éveillent à cette réalité d'autant plus que les grandes villes du monde sont devenues des pôles d'échanges économiques en compétition les uns avec les autres et qui sont tous des microcosmes du monde. C'est pourquoi à l'échelle montréalaise, l'apport des gens venus d'ailleurs s'avère essentiel pour bien connecter Montréal avec les grandes places économiques du monde.

Le moment serait bien choisi pour actualiser cette vision qu'Aïda Kamar et son organisme, Vision Diversité, mettent de l'avant, dans un véritable plan d'action tant économique que culturel essentiel dans une période d'élections municipales. Ceci sans omettre des valeurs à partager qui pourraient être des principaux enjeux.

« Nous avons une problématique de famille, nous avons une problématique de couples, nous avons une problématique de générations, nous avons une problématique de religion que nous avons évacuée, et quelque part, on n'a rien mis en place. Donc nous avons une relève et des jeunes qui se posent des questions sur le sens de la vie, sur les objectifs de la vie. Nous avons des valeurs que des Montréalais de toutes origines ont parfois maintenues. Et si on apportait

humainement cette capacité de s'asseoir ensemble, et d'échanger autour de valeurs, autour d'une vision de notre ville, autour d'une façon de vivre au quotidien, d'élever nos enfants, d'être femmes, de partager en couple, de tout ce qui fait un quotidien? Est-ce qu'il y a des moments où des Montréalais ont partagé leurs valeurs pour se dire : et si on bâtissait d'autres valeurs qui seraient les nôtres, des valeurs partagées? » (Aïda Kamar)

Au total, il faut réaliser l'importance de l'apport des gens venus d'ailleurs à la diversité québécoise, un apport qui nous amènerait irrémédiablement vers le meilleur. Le moment est venu de dépasser le stade des pistes de recherche, des projections dans le futur, pour saisir ce que la diversité met dès aujourd'hui à notre disposition. Or l'administration municipale actuelle peine à le faire. Seule une nouvelle dynamique citoyenne pourra changer les choses. En dépit de ses moyens limités, Vision Diversité s'affaire à instaurer la dynamique citoyenne qu'il faut.

« Je peux vous dire que nous carburons à un rythme fou au niveau des réalisations concrètes, autant artistiques, qu'économique, qu'humaine; qu'il y a des réalisations sur le terrain et que nous sommes soutenus autant par la Ville que par le Québec, que par le Canada. Mais ce n'est pas venu des instances officielles mais bien d'une dynamique citoyenne » (Aïda Kamar).

Par ailleurs, Vision Diversité fait tout pour casser les cloisonnements qui nuisent à l'émancipation de la diversité montréalaise et québécoise. Et parfois cela acquiert des dimensions absolument spectaculaires. Un exemple utilisé, et particulièrement éloquent à ce sujet est, selon Aïda Kamar, les rapports entretenus avec la Célébration de la St-Jean, le 24 juin, au Vieux Port. Ce site, considéré de juridiction fédérale, n'avait jamais été utilisé pour célébrer la Fête nationale, alors que c'est un lieu privilégié de rencontre des montréalais et un attrait touristique de calibre international. Mais alors, s'est demandé Aïda Kamar, pourquoi ne pas célébrer aussi la Fête nationale des Québécois de toutes origines dans le Vieux Port qui est, qu'on le veuille ou pas, un haut lieu de l'imaginaire montréalais? Le meilleur moyen de célébrer en français et dans la Diversité la fête nationale était de le faire dans cet espace!

« J'ai juste eu à proposer aux responsables du Vieux Port cet événement Hommage au Québec pour le 24 juin et ils en furent partenaires, précise Aïda Kamar. »

En 2008, les autorités portuaires de Montréal ont alors offert leur pleine collaboration pour que Vision Diversité puisse organiser au Vieux Port un spectacle qui a eu lieu quelques heures avant celui de la Saint-Jean qui, lui, s'est tenu au Parc Maisonneuve. Ce fut l'occasion de rendre hommage en français à un Québec pluriel au cours d'un spectacle qui a duré six heures sans interruption. Le Vieux Port et tout le Québec ont alors vibré en français sur des rythmes brésiliens, africains, québécois, etc. C'est toute la diversité montréalaise qui a pu exprimer sa joie d'être du Québec. « Vision Diversité refera ce coup d'éclat à l'occasion du 24 juin 2009 et vous y êtes invités ».

Le Québec en entier a besoin de Montréal qui en est le moteur principal en tant que seule grande ville internationale d'ici. La force de Montréal n'est pas qu'économique, que culturelle ou autre; elle vient essentiellement de sa diversification. Le Québec aurait intérêt à s'ouvrir également à la diversité s'il veut que Montréal puisse agir comme une véritable interface entre le Québec et le monde entier.

« La diversité est une richesse, c'est incontestable. Notre richesse, notre diversité, est une force de développement, sauf que cela ne se fait pas tout seul. Cela nécessite une dynamique, et cette dynamique est citoyenne, et aujourd'hui plus que jamais nous nous devons de réclamer à nos divers candidats à la nouvelle mairie, de faire en sorte que la diversité ne soit pas qu'un dossier montréalais parmi d'autres. Nous ne sommes pas un dossier. Nous sommes l'une des trames de Montréal et l'un des axes majeurs de développement de la ville » (Aïda Kamar).

Enfin, Aïda Kamar fait remarquer que les jeunes, ceux qui sont nés ici, ne voient plus les choses comme leurs parents. Ils se perçoivent comme des citoyens à part entière, désireux de prendre leur place dans la vie comme n'importe qui. Lorsque Aïda a fondé Vision Diversité, elle a trouvé important de le faire en compagnie de sa fille, alors âgée de 25 ans. De plus d'autres jeunes sont membres du conseil d'administration de Vision Diversité afin que le regard différent des jeunes soit pris en compte lors de la préparation de projets.

« Les jeunes aujourd'hui n'ont plus envie de communautés, ne veulent plus entendre parler de ces cloisons que nous adultes avons posés pour eux, et les problèmes qu'ils ont sont dus à des erreurs que nous avons faites. Administrativement, politiquement, nous avons faits des programmes faux, nous avons bâti des structures fausses, il est temps de les changer! » (Aïda Kamar).

Edith Mukakayumba : Dans le jargon universitaire, c'est ce que l'on appelle tout un changement de paradigme! (rires)

Synthèse de la présentation de Madame Aline Citegetse

Aujourd'hui, les jeunes possèdent ce qu'il faut pour contribuer au développement de Montréal. En fait, non seulement ils représentent l'avenir, mais ils nous laissent entrevoir un avenir tout en couleurs puisque les Québécois qui se disent de souche ne font plus d'enfants. Le Québec est devenu une terre d'accueil pour des immigrants qui y assureront la suite de son histoire. Au Québec, cette suite très colorée et splendide commence à Montréal.

Contrairement à Aïda Kamar, Aline Citegetse se considère comme une immigrante, et ce, après dix années passées au Québec. Elle aime parler des immigrants, de « nous, les immigrants ». Aline dirige un Centre où elle s'occupe de jeunes qui sont nés ici, mais qui se disent africains, haïtiens, etc. Ils se définissent comme le font leurs parents qui ont immigré à Montréal avant leur naissance. Toutefois, ces jeunes se sentent profondément Montréalais, parce que Montréal c'est l'endroit où ils vivent.

Selon Aline Citegetse, ces jeunes peuvent contribuer au développement de Montréal, mais à la condition de bien se connaître eux-mêmes. Au départ, ils sont convaincus qu'on ne veut pas d'eux et se perçoivent comme des victimes, ce qui n'est pas entièrement faux. Et pour cause, puisque peu de personnes provenant des minorités visibles apparaissent dans les médias, se font élire au Conseil de Ville, occupent de postes prestigieux, etc. De là à en conclure qu'on ne veut pas en engager, il n'y a qu'un pas à franchir, du moins d'après les jeunes en question. Dans ces conditions, l'affrontement apparaît comme le seul moyen d'obtenir sa juste part du gâteau. De

telles observations, entre autres, ont amené Aline Citegetse à essayer d'aider les jeunes à découvrir en eux-mêmes les ressources où puiser pour se comporter comme des citoyens responsables, et pour se rendre utiles socialement. Selon Aline, les jeunes doivent découvrir comment s'intégrer harmonieusement à Montréal et participer positivement à la construction et à la vie de cette ville. Cela explique sa démarche qui consiste à leur apprendre à ne pas attendre que Montréal les prenne en charge, leur trouve du travail, etc.

La discrimination existe, certes, mais d'après Aline, il faudrait passer à autre chose. Pourquoi ne pas revendiquer en criant dans les rues? Mais parce que, selon Aline, ce serait du temps de perdu. Toujours selon Aline Citegetse, il importe plutôt de bien saisir quelles sont nos réactions face aux obstacles à surmonter, puis de passer à l'action, et enfin, de faire en sorte de devenir utile pour tout le monde. Après tout, que serait Montréal sans ses immigrants? Que serait Montréal sans tous les restaurants grecs, sans les entrepreneurs italiens qui ont bâti des quartiers entiers de la ville, etc.? De ce point de vue, il est clair que les immigrants comptent à Montréal, au point où l'on peut soutenir que sans leurs contributions, Montréal ne serait rien, soutient Aline. Il y aurait donc vraiment beaucoup d'avenir pour les immigrants dans notre ville.

Si les jeunes immigrants pouvaient comprendre à quel point ils jouent un rôle important dans la ville, ils réussiraient bien mieux socialement. C'est la raison pour laquelle il faut absolument que les immigrants ne demeurent pas trop emmurés dans leurs communautés culturelles.

La question des valeurs apparaît également fondamentale. À Montréal, les enfants d'immigrants vivent dans des familles divorcées, des familles éclatées pour toutes sortes de raisons. C'est de la faute des parents, croient-ils, si la vie n'est pas drôle pour eux. Comment, dans ces conditions, les aider à acquérir plus de solidité? Il faut revenir à l'humain et à toute la force qu'il possède pour s'en sortir. Mais la société est-elle au moins capable de reconnaître les valeurs humaines? Si ce n'est pas le cas, alors il nous revient comme individus de les faire valoir.

Par exemple, à Montréal, on ne croit plus ni en Dieu, ni au diable. La foi a complètement disparu chez les Québécois de souche sauf chez les immigrants qui remplissent maintenant des églises qui avaient été désertées depuis longtemps. Cela n'est pas rien. Cette foi que les immigrants ont en Dieu est une force qui est à l'œuvre à Montréal et qu'il faudrait prendre au sérieux. Dans les églises, les immigrants louent le seigneur, ils chantent et ils dansent. Lorsqu'ils en sortent, ils voient la ville et la vie différemment de la grande majorité des Montréalais. Le regard du croyant agit sur la société tout entière. Il va à l'encontre de l'individualisme, de la société de consommation et de l'apparaître. La foi change la vie des individus qui ensuite changent la société. Ainsi, chez Aline Citegetse, cette foi qui l'a sauvée la pousse à intervenir auprès des jeunes, et elle lui confère le sentiment d'être vraiment utile à sa société. Cela fait une différence considérable.

« C'est grâce à ma foi en Dieu que j'aide les jeunes des gangs de rues de Montréal à comprendre qui ils sont et à développer leur potentiel en vue de réaliser leur destin. Leur destin, ce n'est surtout pas d'aller en prison, d'être envoyés à l'hôpital psychiatrique, mais de se trouver un bon emploi, d'étudier, d'avoir envie de bâtir leur ville et de bien vivre de leur travail. Mes efforts auront une conséquence puisque les immigrants ont de nombreux enfants qui bientôt réclameront aussi leur dû » (Aline Citegetse).

Le Québec veut devenir un pays, mais avec qui? Si l'on ne fait pas tout pour intégrer les nouveaux arrivants à la majorité, le Québec pourra bien devenir un pays, mais ce sera un pays d'immigrants si les Québécois de souches n'aident en rien à l'intégration des nouveaux arrivants. Eux-mêmes, les Québécois de souche, deviendront un jour minoritaires et seront bien obligés de se réfugier dans une communauté ethnique. Mais pourquoi laisserions-nous aller les choses dans cette direction?

Il faut cesser de se percevoir comme des victimes. Les immigrants doivent à présent prendre les moyens qu'il faut pour s'appropriier leur destin. Mais pour le moment, les jeunes doivent être aidés parce qu'ils ne savent pas comment y arriver. Ils demeurent là à ne rien faire, en attendant. Mais en attendant quoi? C'est pourquoi il faut aller les chercher très profondément. La perle demeure cachée. Mais quand ils la trouvent, ils savent quoi en faire.

Édith Mukakayumba : Avant de passer à la période d'échanges, j'aimerais insister sur un aspect de la présentation d'Aline. Nous vivons une véritable contradiction. Alors que la société québécoise veut promouvoir une société laïque, les gens des communautés culturelles fréquentent de plus en plus les lieux de culte, de sorte que les cloisons que nous dénonçons tendraient à se renforcer. C'est une réalité. Plus globalement, alors qu'Aline évolue parmi les gens qui se disent immigrants et qui se comportent différemment de la majorité, Aïda, pour sa part, constate la genèse d'une diversité sur laquelle tabler pour le développement socioculturel de Montréal.

Aïda Kamar : Une communauté, ça ne contribue pas. Ça se regroupe pour devenir fort. C'est le citoyen et l'individu qui contribuent. Une communauté ne peut contribuer qu'à partir du moment où elle a enlevé ses murs, en décidant de devenir partie intégrante. Mais pas en se réfugiant dans son petit vase.

Édith Mukakayumba : Mais Aline nous rappelle que ce sont des individus qui forment les communautés auxquelles ils s'identifient, là où ils s'affirment collectivement. Or c'est à titre d'individus qu'ils ouvrent des restaurants, créent des compagnies de construction, etc. C'est en tant qu'individus qu'ils contribuent de toute façon au développement de Montréal.

Discussion

Magda Popeanu : Comme vous le voyez, je ne suis pas une minorité visible, mais j'appartiens bel et bien à une minorité culturelle. Je suis présidente de « Projet Montréal », un parti politique municipal qui sera en élections à l'automne 2009.

Une chose me fait peur. Si on assimile les communautés culturelles à de la culture, on risque de les folkloriser. Les communautés culturelles sont plus que de la culture. Si j'ai bien saisi le point de vue de Madame Kamar, si on veut qu'existe une dynamique citoyenne, il faut stimuler la participation des individus à la vie artistique, etc. Mais ces gens doivent s'activer également dans la sphère politique. Tant que le Conseil de ville de Montréal ne reflètera pas la diversité culturelle propre à Montréal, je suis désolée, mais on n'en restera qu'aux beaux discours.

Savez-vous combien de gens siègent au Conseil de Ville de Montréal qui appartiennent aux minorités culturelles dites visibles? Aucun! Non seulement les représentants des communautés culturelles ne se présentent pas aux élections municipales, mais en plus les gens des communautés culturelles ne vont pas voter, ce qui n'aide en rien. Tant qu'on ne prend pas le pouvoir, on ne peut pas s'exprimer.

Pour stimuler les communautés culturelles à participer à la vie politique locale, il faut d'abord qu'ils aient fait leur place dans l'économie locale. Ainsi, la Ville de Montréal, c'est le plus grand employeur de la région. C'est cinq milliards de dollars. Si on exclut les dépenses de fonctionnement de la Ville, il reste beaucoup de milliards qui vont dans des partenariats publics-privés. C'est ce que l'on appelle les soumissionnaires de la Ville... De nos jours, les contrats de la Ville sont assignés selon la règle du plus bas soumissionnaire. Pour réaliser ces contrats, pourquoi la Ville ne solliciterait-elle pas prioritairement les groupes de personnes qu'elle souhaiterait aider économiquement, à compétence égale? Des gens d'autres origines, ou des gens qui vivent dans un district, dans un arrondissement donné. Ce pourrait être une solution parmi d'autres possibles.

En terminant, j'aimerais signaler l'importance que peuvent jouer des modèles de réussite auprès des jeunes. Si vous voyez que le conseiller de Ville de votre arrondissement vous ressemble, qu'il partage vos valeurs, alors il peut être inspirant pour toute la communauté. (applaudissements)

Léonard Ayoub : Je suis Montréalais, mais il n'y a pas si longtemps j'habitais en dehors de Montréal, en région, comme on dit ici. Aujourd'hui, nous discutons de ce que nous voulons pour Montréal, mais du point de vue des régions, tout ce que nous disons ne signifie pas grand-chose. Pourtant, il y a beaucoup d'immigrants en dehors de Montréal. Le problème c'est que dans les régions, les membres des communautés culturelles comme moi, on nous traite comme si nous étions des extra-terrestres. Comment changer cette situation?

Aïda Kamar : Voici comment Vision Diversité procède. Il y a quelques semaines, une délégation de 20 hommes et femmes d'affaires au sein desquels il y avait huit jeunes entrepreneurs, ou chambres de commerce de jeunes de toutes origines, ont fait le déplacement Montréal – Québec – Charlevoix pour créer un axe de collaboration économique. Concrètement, cela a permis de se découvrir mutuellement et de réaliser que les gens venus d'ailleurs ne sont pas des Marsiens, mais bel et bien des Québécois qui ont le développement économique à cœur, autant que n'importe quel autre Québécois. Et à peine un mois plus tard s'est créé un projet de construction de logements à prix modiques entre une Chambre de commerce bilatérale et des gens du terrain de Charlevoix.

Une présentation des produits du terroir de Charlevoix dans un des plus grands hôtels du Vieux Montréal a également eu lieu. Cet hôtel appartient à un Grec qui a réussi, et qui veut faire connaître les produits de Charlevoix. Jusqu'à récemment, la diversité n'avait pas d'existence au sein de la dynamique économique des régions. Parce qu'on n'était rien. Mais je crois qu'on peut multiplier les rencontres entre Montréalais de toutes origines et les gens des régions.

Édith Mukakayumba : Il y a la vision de Vision Diversité et il y a la réalité qui, dans bien des cas, est tout autre. Quand on a vécu en région, on ne peut pas dire que les gens venus d'ailleurs ne sont pas considérés comme des extra-terrestres. Je peux témoigner de mon expérience de vie à Chicoutimi. En dépit de la gentillesse de bon nombre de personnes que j'ai côtoyées pendant les quelques années que j'y ai été professeure à l'Université du Québec, le souvenir que j'en ai est d'y avoir été traitée, de manière générale, en extra-terrestre. Cette expérience m'a permis d'encore mieux apprécier Montréal, une ville où je me sens tout à fait chez moi. Il est certain qu'à Montréal, les gens de la diversité sont encore dans des pots, derrière une vitrine. Pour sortir des pots, il y a un travail en train d'être fait; il n'en demeure pas moins que le contexte est largement plus favorable aux changements.

Aïda Kamar : Nous ne sommes pas encore arrivés à destination. Ça veut dire qu'il y a des pistes, des petits jalons qui sont en train d'être posés. C'est une goutte dans un océan, et l'océan il est là.

Nous sommes en train de parler d'une ville à bâtir dans le cadre d'une campagne municipale, d'élections de candidats... C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ce sommet auquel nous participons aujourd'hui a été organisé, c'est-à-dire pour interpeller les candidats aux prochaines élections municipales, et leur suggérer ce qui peut-être fait, soit des pistes et des exemples. Vision Diversité ne le fera pas tout seul. D'ailleurs Vision Diversité ne le fera qu'à partir du moment où les milieux, et les partenaires du milieu, bougeront tous ensemble dans la même direction.

Placide Moyamona : Je viens de la République démocratique du Congo. Il apparaît que la diversité a toujours existé là où existent des peuples. Qui est foncé et qui ne l'est pas? Qui est clair et qui ne l'est pas? Quand vous remontez le cours de l'histoire, vous vous rendez bien compte que les pays se sont tous formés avec des gens qui sont venus d'ailleurs.

Je crois qu'il y a un travail à faire auprès des familles, comme le soulignait Aline Citegetse. Ces jeunes qui ne parlent pas, ces jeunes qui parlent dans leurs actes qui sont ignominieux, ou qui sont tout à fait scandaleux, s'expriment tout simplement comme ils le peuvent. Pour leur part, que comprennent les parents de ce rôle d'intégration qu'ils peuvent jouer auprès des enfants? Quand on parle des valeurs, on a affaire à des familles éclatées. Et qu'est-ce que ces parents qui viennent d'ailleurs comprennent de ce qui se passe ici? Pourquoi tendent-ils à rester cloîtrés dans leurs communautés?

Aline Citegetse : Justement, c'est ça la question. Moi, j'essaie d'outiller les jeunes. Il faudrait aussi outiller les parents.

Édith Mukakayumba : Moi je suis une maman et j'aimerais vous inviter à réfléchir et à relativiser vos propos concernant la nature de certaines contraintes auxquelles font face les parents. Je suis ici depuis 35 ans. L'essentiel de ma formation, au niveau des cycles supérieurs, est d'ici, et tous mes diplômes sont d'ici. Mon métier, depuis plus de 25 ans, est fondamentalement celui d'une prof d'université d'ici. Quelqu'un qui ne connaît pas mon histoire personnelle de Québécoise d'origine immigrante pourrait donc croire que je suis intégrée, ce qui est loin d'être le cas. Pourtant, je suis toujours en poste, comme enseignante universitaire, dans la mesure où mon employeur officiel est toujours une université, l'Université du Québec à

Chicoutimi. Le problème, en réalité, c'est que j'ai un lien d'emploi, mais je ne travaille pas, pour la simple raison qu'à un moment donné, on a décidé de ne plus me donner de charges de cours. Autrement dit, cela fait deux ans que je n'ai pas eu de revenus. Comment pourrais-je, dans ces conditions, jouer mon rôle de parent conformément aux énoncés et propositions ci-dessus? Comment convaincre mon enfant de l'importance de poursuivre les études si les diplômes obtenus ici ne garantissent pas une intégration professionnelle réussie? Pourtant, je ne suis pas de ces parents qui viennent d'ailleurs et ne comprennent pas ce qui se passe et qui restent cloîtrés dans leurs communautés!

Le problème auquel j'aimerais attirer votre attention n'a rien à voir ni avec la société québécoise qui n'intégrerait pas harmonieusement ses immigrants, ni avec les immigrants qui ne voudraient pas ou seraient incapables de s'intégrer. Il est imputable à quelques personnes, que l'on peut compter sur les doigts de la main. Dans le cas le plus récent que j'ai vécu, les personnes en question sont celles qui, de connivence avec le doyen de la gestion académique de mon université, ont usé de tous les moyens et empêché le renouvellement de mon contrat de professeure, et ce, malgré les recommandations unanimement favorables de l'ensemble des instances administratives de mon département. Le résultat, au moment où je vous parle, est que dans cette histoire je suis passée du statut de professeure, qui constitue une réussite professionnelle, à celui chargée de cours, qui, dans bien des cas, se confond avec l'exclusion professionnelle. Que dois-je faire si mon unité administrative ne m'offre pas de tâches d'enseignement ou toute autre tâche susceptible de me garantir un revenu? L'une des solutions les plus accessibles, auxquelles recourent plusieurs professionnels immigrants hautement scolarisés, mais qui sont exclus du marché de l'emploi, consisterait à me trouver du travail dans des secteurs relativement plus faciles d'accès. Cela m'aurait amené à travailler soit en usine, soit dans un centre d'appel, ou encore comme chauffeure de taxi! Refusant le verdict de mon ex-doyen, verbalisé par un jeune collègue en ces termes « le problème Édith est que tu n'es pas à la bonne place ici », j'ai opté pour autre chose : poursuivre la formation et la recherche de niveau universitaire dans le cadre des cafés géographiques, dont celui-ci. Il s'agit en fait d'une autre forme de lutte contre l'exclusion, la mienne et celle du groupe des immigrants hautement diplômés, en l'occurrence, et de l'illustration selon laquelle les problèmes d'exclusion ne devraient pas être imputés au peuple québécois, mais bien plus aux individus et aux petites cliques de personnes comme celle qui, avec et grâce au soutien d'un administrateur de mon université, ont abusé de leur pouvoir. Aussi, ce qu'il est important de noter, c'est qu'un cas comme le mien n'est ni isolé, ni une exception!...

En attendant une nouvelle intégration socioprofessionnelle par les cafés géographiques entre autres, je dois assumer mon rôle de parent, dans des conditions particulièrement hostiles. Les exigences de ce rôle pourraient être illustrées par les relations délicates que j'entretiens avec une jeune fille, ma nièce, à ma charge depuis près de dix ans. Après avoir survécu au génocide rwandais de 1994, cette jeune fille a pour principale particularité d'avoir été sauvée in extremis d'un réseau de trafiquants d'être humains d'Afrique de l'Ouest où elle est restée en captivité pendant trois ans, soit entre l'âge de 8 et 11 ans. Lorsqu'elle est arrivée ici en colère contre la société, voire l'humanité tout entière qu'elle rendait responsable de son abandon, je me suis retrouvée, sans y avoir été préparée, dans une position de bouc émissaire car c'est sur moi qu'elle crachait sa colère au quotidien. Ceci a été ma réalité de parent juste avant que mon employeur

décide de ne pas renouveler mon contrat de professeure, c'est-à-dire au moment où les choses commençaient à se replacer. Essayez d'imaginer la suite!

Si j'ai pris le temps de parler de mon cas, c'est pour illustrer une infime partie du genre de problèmes que rencontrent bien des parents de familles venus d'ailleurs. En plus des deuils reliés à l'expérience migratoire, inscrites, dans bien des cas, dans des contextes tragiques de conflits armés violents, en plus des luttes pour la survie qu'ils mènent en contexte d'environnement hostile de familles décomposées et recomposées, les parents québécois d'origines diverses rencontrent des problèmes complexes qui, pour être résolus, ne doivent pas être traités à la légère. En attendant la prise en compte de ces problèmes, tant de gens venus d'ailleurs s'en vont prier et trouver des solutions à leurs problèmes dans les églises et autres lieux de culte, et désertent les forums comme celui d'aujourd'hui.

Quand on parle des familles qui devraient intervenir auprès de l'enfant, sait-on seulement que les familles elles aussi sont en détresse?

Aline Citegetse : Je suis d'accord avec Édith.

Aïda Kamar : Ce n'est pas seulement aux familles d'intervenir auprès des enfants. Même dans des situations moins difficiles, on se retrouve parfois avec des familles qui font vivre des enfants dans un monde de tiraillement... Les enfants peuvent grandir dans l'idée qu'ils ne sont pas Québécois, mais Italiens, Brésiliens, etc. Les enfants sont toujours coincés entre deux cultures, entre deux sociétés. Ils ne savent plus à quel saint se vouer. Là aussi c'est un crime. Il n'est pas physique, il n'est pas violent, mais c'est un crime. Où est-ce qu'on pourra dire ceci à toutes ces familles, quand les médias, les feuillets de la télé, etc. ne reflètent pas le quotidien des familles venues d'ailleurs?

Une intervenante : Quelle est, dans le programme scolaire, la place des relations interculturelles?

Aïda Kamar : J'ai passé deux ans là-dessus avec la Commission des écoles de Montréal. Tant que les enfants sont au primaire, c'est magnifique. Ça va parfaitement. Pourquoi? Parce que les enfants grandissent ensemble et que c'est ça qui vient montrer combien, si on les laissait tranquille, ces enfants, ça ferait une société sans problème dans laquelle les gens prendraient leur place. Tant qu'ils sont au primaire, ils sont copains. Hochelaga-Maisonneuve, aujourd'hui, c'est noir, c'est italien, etc. parce que les gens sont un peu de partout. Donc, jusqu'au primaire, dans l'enseignement, les relations sont fort harmonieuses. Les choses se gâtent au secondaire. C'est à ce moment qu'apparaissent les gangs qui tirent sur les autres. Ils prennent conscience de ce qu'ils sont à cause de la famille, mais aussi à cause d'un manque d'identification à un modèle commun. L'adolescent se retourne vers le groupe pour s'identifier à quelqu'un. Il s'identifie au groupe qui est sien. D'où le début des gangs, d'où le retour un peu plus grand à des besoins religieux, parce que c'est quand même un lieu où l'on est réconforté. C'est le besoin de cocons, c'est le besoin d'être guidé. Les écoles au secondaire ne sont pas équipées pour donner un coup de main. On te parle de programmes de connaissance de l'autre! Mais qu'est-ce que c'est que ça? Alors on est certain de manquer la cible.

Magda Popeanu : Je me permets une dernière intervention. L'église est un lieu de rassemblement. C'est tout à fait normal à cause du repli. Donc le rôle des églises c'est d'élargir ces endroits communautaires.

Aline Citegetse : C'est exactement ce que je crois.

Édith Mukakayumba : Je termine en ajoutant que nous avons eu un grand privilège d'accueillir Aïda Kamar et Aline Citegetse. (applaudissements)

Synthèse réalisée par Jules Lamarre, Ph.D. et Édith Mukakayumba, Ph.D.
Maison de la géographie de Montréal www.cafesgeographiques.ca